

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

LA TURQUIE EN MUTATION TURKEY IS CHANGING

Edited by / Sous la direction de
Vivi Kefala

With Associate Editor / Avec la collaboration de
Stephanos Constantinides

Contributors / Contributions de

Mersilia Anastasiadou

S. Gülden Ayman

Ioannis N. Grigoriadis

Vivi Kefala

Afendoulis Th. Langides

Gencer Özcan

Çiğdem Üstün

Christodoulos K. Yiallourides

CHYPRE / CYPRUS

Stephanos Constantinides

La Turquie, Chypre et la Méditerranée orientale

Poètes Chypriotes / Cypriot Poets

Nathalie Katinakis

Lévendia, Philotimo, Kaïmos: Figures et Formes

Rebelles de la Musique Grecque

Volume 20, No 1, Spring / Printemps 2012

1

La Turquie en mutation

Vivi Kefala*

Introduction

Le présent numéro spécial de la revue *Etudes helléniques/ Hellenic Studies* est centré sur la Turquie, un pays qui présente un grand intérêt pour plus d'une raison. En fait, la Turquie est un pays qui occupe une position charnière du point de vue géostratégique, géopolitique et géoéconomique, et qui est au voisinage immédiat avec des sous-systèmes importants et en ébullition, comme le Caucase et l'Asie centrale, les Balkans et le Moyen-Orient. Solidement ancrée dans le camp occidental, en raison de la tradition kémaliste, la Turquie est aussi un pays caractérisé par des clivages lourds de conséquences pour les équilibres en son sein, lesquels influencent aussi sa politique extérieure.

Si l'on accepte donc l'idée que la politique intérieure et la politique extérieure d'un pays sont étroitement liées, on peut alors formuler l'hypothèse que l'arrivée de l'AKP au pouvoir, un parti islamiste, n'a pas seulement modifié les données de la politique intérieure turque mais aussi la direction de sa diplomatie. En effet, Recep Tayyip Erdoğan dès 2003, semble avoir effectué un tournant de taille dans les orientations de base de sa politique étrangère au point que, selon certains, il semble qu'Ankara soit décidée à mettre en cause son alliance avec les Etats-Unis et l'Europe, et à se tourner vers le monde arabo-musulman où elle pourrait grâce à son capital géoculturel, se rapprocher des pays de la région avec lesquels elle partage, au-delà de la religion, un passé historique et culturel ottoman commun.

Est-ce que la Turquie va donc abandonner l'Occident? La réponse est plutôt négative: le gouvernement turc est beaucoup plus fort aujourd'hui que par rapport à 2002 quand il a gagné les élections parlementaires grâce à ses succès tant au niveau de la politique intérieure qu'extérieure: la lutte serrée du gouvernement avec les généraux turcs semble avoir été gagnée par l'AKP et la Turquie sous Recep Tayyip Erdoğan n'est plus un pays tiraillé par des problèmes intérieurs aigus du passé, exception faite de la question kurde. Qui plus est la Turquie a remporté des succès au Moyen-Orient et elle est devenue un membre du G20. Mais ceci ne signifie aucunement que la Turquie pourrait

* Université d'Egée

dès lors rompre ses liens politiques, stratégiques et économiques avec l'Occident. Alors, que signifie un tel changement dans la politique extérieure turque? Il s'agit plutôt d'une politique qui cherche à faire la synthèse des avantages dont dispose la Turquie pour faire respecter ses intérêts et son rôle. Le succès d'un tel effort aurait le double mérite de renforcer davantage la position de l'AKP sur la scène politique turque et d'obliger ses alliés occidentaux à lui accorder la position qui croît être la sienne, à savoir la position d'un grand pays et pas celle d'un allié indispensable, mais de «deuxième rang». Mais pour aboutir à ce point de confiance, la politique turque a beaucoup oscillé depuis 1991.

Depuis l'effondrement du bipolarisme et jusqu'à aujourd'hui le système international se trouve en mutation continue, fait qui se reflète parfaitement au Moyen-Orient: de l'euphorie de la première décennie de l'après-guerre froide on est passé à la peur semée par les attaques terroristes contre les États-Unis en septembre 2001 et par la suite à l'impasse auquel s'est heurtée la politique moyen-orientale de Washington à la fin de la première décennie du XXI^{ème} siècle.

Ces changements sont marqués par la multiplication des clivages et des conflits régionaux au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Par conséquent, à l'instabilité et à la fluidité générales provoquées par le changement de caractère du système international –successivement bipolaire, unipolaire et apolaire à l'heure actuelle, selon certains– s'ajoutent des antagonismes, des conflits et des enjeux nouveaux, comme c'est le cas du terrorisme islamique ou bien le jeu d'oléoducs pour le transport du pétrole et du gaz naturel vers les marchés mondiaux.

Dans ce contexte tumultueux la Turquie occupe une position spéciale. Selon une représentation géostratégique classique, ce pays se trouve en quelque sorte à l'épicentre de ces questions si graves en raison de sa position géopolitique charnière, déjà mentionnée. Si donc Ankara se sent toujours intéressée par les enjeux et l'évolution des conflits qui se déroulent à ses frontières, son intérêt pour le Moyen-Orient a grandi depuis 2003 et ceci pour plusieurs raisons.

Tout d'abord parce qu'en novembre 2002 la Turquie kémaliste est secouée par un séisme politique: un parti islamique, le Parti de la Justice et du Développement (AKP) sous Recep Tayyip Erdoğan, obtient une écrasante victoire électorale et accède au pouvoir. Quelques mois après, en mars 2003, le nouveau gouvernement islamique de la Turquie se trouve face à un grave dilemme: satisfaire les demandes américaines pour l'utilisation du territoire turc pour lancer une nouvelle invasion contre un pays voisin et à population musulmane, à savoir contre l'Irak, ou bien rejeter cette demande, ce qui

donnerait satisfaction à l'électorat de l'AKP mais qui provoquerait également des frictions dangereuses entre le gouvernement islamique et l'armée, garant de l'orthodoxie kémaliste. Par ailleurs, la politique américaine au Moyen-Orient en ce qui concerne des questions clés, comme celles de la Palestine, de l'Iran et de l'Irak, dont le volet kurde n'est pas le moindre, ou bien l'attitude de l'administrations de George W. Bush, face à l'Islam, vont à l'encontre des intérêts turcs, tels qu'ils sont au moins conçus par l'AKP.

Dans ce contexte, la Turquie se trouve dans une situation marquée par des contradictions importantes. D'une part, cet Etat est un allié stratégique des Etats-Unis car il est –avec Israël– l'unique allié stable de Washington dans cette vaste région pétrolifère, qui s'étend du Caucase au Golfe et connaît une instabilité chronique. Dans ce contexte, il va de soi que la Turquie est un allié régional indispensable aux Etats-Unis, étant donné que le contrôle de cette région est d'une importance capitale pour les intérêts américains. Qui plus est, la Turquie a sans doute besoin du soutien politique, économique et diplomatique que lui procurent les Etats-Unis. D'autre part, les sensibilités ainsi que les contraintes découlant de la politique intérieure pour l'AKP islamique au pouvoir se heurtent à la politique américaine surtout sous l'administration du Président George W. Bush, qui a déclenché une guerre totale contre le terrorisme islamique, identifiant d'une façon erronée l'Islam au terrorisme. Par ailleurs, la politique moyen-orientale de Washington va souvent, au moins selon Ankara, à l'encontre d'intérêts vitaux turcs, comme dans le cas de l'Irak du Nord, où la politique américaine a fait émerger la question kurde. Ce qui a alarmé la Turquie.

Dans ce contexte bouleversé, porteur de risques graves mais aussi d'opportunités, la Turquie a tout d'abord cherché à redéfinir son rôle régional et international dans un triple but:

- Renforcer sa position au camp occidental dont Ankara se veut un membre à part entière, pourtant menacée par la dissolution de l'Union soviétique.
- Confronter les dangers régionaux découlant de la situation conflictuelle et fluide régnant dans les sous-systèmes voisins.
- Protéger ses intérêts nationaux jugés en danger, comme dans le cas de l'autonomie dont jouissent les Kurdes en Irak du Nord voisin ou dans la question chypriote.

Pour accomplir ces objectifs vitaux Ankara a suivi une politique extérieure très active cherchant à faire valoir son poids géostratégique, géopolitique, géoéconomique et géoculturel. Dans le cadre de ces considérations, Ankara s'est tout d'abord orientée vers les Etats nouveaux à population musulmane,

émergés depuis l'effondrement du monde soviétique. La Turquie a donc cherché à présenter son modèle politique, la synthèse turco-islamique, comme un modèle approprié pour ces nouveaux Etats à la recherche d'identité et de développement. Elle a aussi cherché d'être présente par des moyens politiques et diplomatiques, et de jouer un rôle régional, en assumant des responsabilités, par exemple dans les Balkans, et aussi dans le cadre de l'OTAN, en nouant des alliances comme ce fut le cas avec l'Albanie, et en prenant des initiatives régionales comme ce fut le cas avec la création de l'Organisation de coopération économique des pays riverains de la Mer Noire.

En conséquence, la Turquie a essayé de s'imposer comme une grande puissance régionale dont les intérêts devraient être pris en considération. Dans un premier temps cet objectif était condamné à la faillite, d'une part à cause de la lutte entre l'armée, garante de l'orthodoxie kémaliste, et les forces politiques turques –surtout islamiques— et d'autre part, à cause de la faiblesse économique du pays, qui est arrivé au bord de la faillite au début des années 2000.

Mais cette image commence à changer à partir de novembre 2002 quand le Parti de la Justice et du Développement a gagné les élections parlementaires avec une majorité écrasante. Dès lors, Ankara, sous l'influence du ministre des affaires étrangères Ahmet Davutoğlu, semble avoir modifié l'orientation de sa politique extérieure en faisant valoir son poids géopolitique, géostratégique, géoéconomique et géoculturel. Ceci signifie que la Turquie se rapproche du monde arabo-musulman, qui l'entoure au nom d'une communauté religieuse et culturelle, ainsi qu'au nom d'un passé commun.

Dans ce contexte, les contributions comprises dans ce numéro spécial *d'Études helléniques / Hellenic Studies* sont axées d'une part, sur les efforts de la Turquie d'accomplir son itinéraire européen marqué pourtant par des dilemmes importants, et d'autre part, sur sa politique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, région conflictuelle par excellence. L'intérêt en est d'autant plus grand que la Turquie a procédé depuis la fin mai 2010 à une rupture de taille par rapport au passé, en ce qui concerne ses relations avec Israël. Il est certain qu'une telle rupture influence les équilibres stratégiques dans la région et tend à redessiner le rapport des forces régionales et locales.

Dans un monde en transition la Turquie, en transition elle-même, cherche donc un rôle nouveau, ce qui est l'objet de la contribution de Christodoulos Yallourides et d'Efendoulis Langides (*Turkish External Orientation and Political Culture*) qui examinent l'orientation de la politique extérieure de la Turquie et sa culture politique. Dans leur contribution Yallourides et Langides tracent les lignes directrices de la politique étrangère de la Turquie depuis les

premières années du kémalisme jusqu'à aujourd'hui et ils montrent les clivages qui caractérisent ce pays et les difficultés qu'il doit surmonter.

Par la suite, est examiné l'objectif d'Ankara de devenir un membre à part entière de l'Union européenne. Ainsi, Mersilia Anastasiadou (*Turkey's accession to the European Union: Dilemma and objections*) analyse les contradictions, qui régissent la politique européenne de la Turquie, dont la plus importante est son attitude face à la question chypriote. La contribution de Mersilia Anastasiadou se focalise sur la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne comme membre à part entière, ce qui constitue un des objectifs principaux de la politique extérieure de ce pays, poursuivi avec insistance depuis les années 60 mais pas inconditionnellement. Au début, l'objectif européen d'Ankara pourrait être conçu dans le cadre de l'orientation générale de la politique turque, qui dictait comme une nécessité la participation de la Turquie aux principales Organisations internationales de l'Occident, dont l'Union européenne. Par la suite cet objectif répondait également aux besoins de développement politique et économique du pays, tandis que durant les années 90 l'Union européenne semblait comme un îlot de stabilité dans un monde en mutation rapide. Mais pour accomplir cet objectif la Turquie devrait procéder à des changements très profonds dans tous les domaines de la vie publique pour s'harmoniser avec les acquis communautaires. Dans ce contexte, la Turquie a procédé à des changements radicaux dans plusieurs domaines, surtout en ce qui concerne le rôle de l'armée dans la vie politique du pays et a spectaculairement amélioré ses performances économiques. Ceci étant, la Turquie se trouve encore assez loin d'une adhésion européenne complète, d'une part, en raison de sa démographie galopante, et d'autre part, en raison du déficit important qu'elle présente en ce qui concerne sa politique dans le domaine des droits individuels et politiques, les droits des minorités, etc. Par ailleurs, dans le domaine de la politique extérieure, Ankara se trouve dans une position très faible en refusant de reconnaître la République de Chypre, déjà membre de l'Union européenne, et en poursuivant une politique qui se trouve loin de la politique de bon voisinage par rapport à la Grèce.

De son côté Çiğdem Üstün (*Analysis of Turkey's Relations with the EU and the US in the light of the 2011 Arab Revolts*) analyse l'itinéraire européen de la Turquie ainsi que les relations entre Ankara et Washington à la lumière des révoltes arabes, d'où ont émergé des forces islamiques, qui se réclament du modèle politique turc. Çiğdem Üstün s'attache donc aux relations de la Turquie avec les deux pôles occidentaux, les Etats-Unis et l'Union européenne, qui sont en même temps des alliés stratégiques pour Ankara. En effet, depuis la fondation de l'Etat turc moderne, Ankara sous l'influence du

kémalisme a poursuivi une politique pro-occidentale abandonnant son milieu immédiat moyen-oriental. Ceci étant, Ankara a dû affronter les soubresauts régionaux et agir aux niveaux politique et diplomatique. Par conséquent, la Turquie a cherché à harmoniser sa politique avec celles de ses partenaires occidentaux et à concilier des intérêts parfois contradictoires. L'analyse de Çiğdem Üstün comprend également la politique de la Turquie face aux révoltes arabes, qui ont profondément bouleversé les données politiques et stratégiques dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et mis en danger les intérêts économiques et politiques turcs.

Les contributions qui suivent se focalisent sur la politique moyen-orientale de la Turquie. Tout d'abord Gencer Özcan (*Turkish-Israeli Relations in Crisis: Living with the Gordian knot*) étudie la crise profonde et ouverte, qui caractérise les relations entre la Turquie et l'Etat d'Israël, des relations en substance triangulaires, puisque l'alliance entre Ankara et Tel-Aviv servait uniquement les intérêts de ces deux pays mais aussi les intérêts stratégiques de Washington. Gencer Ozcan, analyse donc les relations entre la Turquie et l'Etat d'Israël, des relations privilégiées jusqu'à 2009 mais qui depuis vont de mal en pis. Les relations israélo-turques ont, en effet, atteint leur point de rupture, le 31 mai 2010, quand les forces israéliennes se sont attaquées au navire turc *Mavi Marmara*, qui faisait partie de la flottille internationale visant à briser l'embargo imposé par Israël à la Bande de Gaza. L'idée principale développée dans cet article est que durant les années 90 les relations de la Turquie avec Israël étaient considérées comme un sujet concernant exclusivement le domaine de la politique extérieure turque. Or, durant la décennie suivante, et surtout depuis 2009, les relations turco-israéliennes sont largement influencées par les développements propres à la politique intérieure de la Turquie et elles sont plutôt devenues un enjeu de la politique intérieure turque. Dans ce contexte, et vu qu'Israël s'obstine à ne pas présenter officiellement ses excuses auprès du gouvernement turc pour l'attaque sanglante contre le navire *Mavi Marmara*, il est très peu probable que les relations entre Ankara et Tel-Aviv vont s'améliorer. Le bouleversement provoqué dans les équilibres stratégiques moyen-orientaux par les révoltes arabes, l'insécurité régionale croissante, surtout depuis le départ des forces américaines de l'Irak, sont des facteurs importants, qui obligent les deux pays à reconsidérer leur attitude et à reprendre leur collaboration militaire. Ceci étant, une telle réconciliation restera introuvable, tant que la question des relations entre Ankara et Tel-Aviv continue à être conçue comme un enjeu de la politique intérieure turque.

Gulden Ayman (*Regional Aspirations and Limits of Power: -Turkish-Iranian Relations in the New Middle East*) analyse les relations turco-iraniennes et les

contradictions, qui en découlent tant par rapport aux relations de la Turquie avec ses alliés occidentaux, surtout les Etats-Unis, que par rapport à ses relations avec les monarchies du Golfe, qui se sentent menacées par le régime de Téhéran.

Ioannis Grigoriadis (*Matching Ambitions with Realities: Turkish Foreign Policy in the Middle East*) cherche à définir la nouvelle politique moyen-orientale de la Turquie en étudiant les avantages dont celle-ci dispose, ainsi que les problèmes auxquels l'Etat turc est confronté. Grigoriadis analyse la nouvelle politique extérieure de la Turquie, comme le résultat d'un double changement. Le premier changement concerne les équilibres politiques à l'intérieur du pays, marqués par l'accès au pouvoir d'un parti islamique, l'AKP, ce qui fait que la politique extérieure d'Ankara est profondément influencée par l'approche stratégique de la position charnière du pays formulée par le ministre des Affaires étrangères de la Turquie, Ahmet Davutoğlu. Par la suite, la nouvelle politique extérieure turque reflète les changements effectués dans le rapport des forces régionales. Grigoriadis observe que même s'il est vrai que la politique extérieure turque avait déjà donné des signes d'un changement d'orientation, ce n'est pourtant que sous le gouvernement de l'AKP que la politique moyen-orientale de la Turquie a radicalement changé. Ankara a spectaculairement amélioré ses relations avec l'Iran et la plupart de pays arabes, tandis que ses relations privilégiées avec Israël se sont dramatiquement détériorées. Un tel changement reflète, certes, le nouveau cadre stratégique prévalant à l'heure actuelle au Moyen-Orient ainsi que l'ambition de la Turquie de jouer le rôle d'une grande puissance régionale, d'autant plus qu'aucun autre pays dans la région n'est en position de revendiquer une telle hégémonie. En effet, la politique extérieure d'Ankara, renforcée par un développement économique important, qui fait de la Turquie un membre du G-20, cherche à rejoindre le club des puissances moyennes émergentes. Ceci étant, une telle attitude pourrait remettre en cause tout l'édifice de la politique étrangère de la Turquie, voire aliéner ses relations stratégiques avec l'Occident.

Vivi Kefala, (*La Turquie, le Moyen-Orient et les révoltes arabes*) cherche à évaluer la politique moyen-orientale de la Turquie ainsi que l'impact des révoltes arabes sur elle. L'idée de base de sa contribution est que la Turquie sous l'AKP, pour des raisons de politique intérieure mais aussi sous le poids des changements régionaux et internationaux, a tracé une nouvelle politique extérieure tous azimuts faisant valoir sa position géostratégique et géoéconomique. Sans abandonner ses alliés occidentaux et son projet d'adhésion à l'Union européenne, Ankara se tourne vers le monde arabo-

musulman cherchant d'y obtenir une position hégémonique ou bien de devenir le centre culturel de cet ensemble selon le modèle ottoman de jadis. Il s'agit d'un projet ambitieux dont la réussite donnerait à la Turquie un poids inédit à tous points de vue. Le succès d'un tel projet reste incertain, bien qu'au début des révoltes arabes celui-ci semblait réalisable en raison des forces islamistes émergées, qui se réclamaient du modèle turc et de l'AKP. Ceci étant, il est peu probable avec les dernières évolutions dans cette région que la nouvelle politique moyen-orientale de la Turquie puisse résoudre ses propres contradictions et surmonter la méfiance des pays arabes à son égard, qui ont leurs propres intérêts et n'ont aucun avantage à aider l'Etat turc à devenir un pôle régional à leur détriment. En conséquence il n'est pas certain que la politique moyen-orientale de Recep Tayyip Erdoğan soit à la hauteur de ses ambitions bien que celui-ci dispose d'une audience politique renforcée à l'intérieur de son propre pays mais aussi au sein du monde arabe et bénéficie d'un progrès économique très fort.

Je voudrais avant de conclure remercier mes collègues des deux rives de la mer Egée pour avoir bien voulu contribuer à ce numéro spécial et participer ainsi à un échange de vues informel mais essentiel sur le devenir de la Turquie, un pays en mutation dans un monde, qui change.